63 dÃ©putÃ©s europÃ©ens pour la suspension du traitÃ© UE-IsraÃ«l

Description

eu-israel1-1-300x223

27 JANVIER 2015

Un groupe de 63 dÃ©putÃ©s europÃ©ens influents a interpellÃ© Federica Mogherini, Haut reprÃ©sentant de lâ??Union pour les affaires Ã©trangÃ¨res, pour la suspension de lâ??Accord dâ??Association UE-IsraÃ«l qui est le principal traitÃ© entre lâ??UE et IsraÃ«l.

Par cette initiative transpartidaire unique, câ??est la premiÃ¨re fois quâ??autant de dÃ©putÃ©s europÃ©ens se prononcent pour des mesures aussi sÃ©vÃ¨res contre IsraÃ«l depuis le massacre de plus de 2 300 Palestiniens lâ??Ã©tÃ© dernier Ã Gaza.

Â« Amnesty International et des organisations palestiniennes ont Ã©tabli quâ??IsraÃ«l a dÃ©libÃ©rÃ©ment ciblÃ© des civils et commis dâ??autres crimes de guerre lors de son rÃ©cent assaut contre des Palestiniens Ã Gaza. Il sâ??agit de violations graves du droit international et du droit international humanitaire qui ne peuvent Ãªtre tolÃ©rÃ©es Â» ont dÃ©clarÃ© les dÃ©putÃ©s des 5 plus grands partis du Parlement europÃ©en.

Â« Nous appelons la Commission Ã considÃ©rer la suspension de lâ??Accord dâ??Association avec IsraÃ«l, sauf si IsraÃ«l prend des mesures immÃ©diates et substantielles pour se conduire en accord avec le droit international Â» : câ??est ce quâ??exigent les dÃ©putÃ©s europÃ©ens.

La lettre fait Ã©cho Ã un appel de novembre Ã©manant de plus de 300 groupes de droits humains, syndicats et partis politiques de toute lâ??Europe, qui ont Ã©crit Ã Mogherini pour exiger la suspension de lâ??Accord dâ??Association UE-IsraÃ«l.

Lâ??Accord dâ??Association UE-IsraÃ«l, qui a pris effet en 2000, facilite grandement le libre-Ã©change entre lâ??UE et IsraÃ«l et permet Ã IsraÃ«l de participer Ã toute une sÃ©rie de programmes de lâ??Union.

Â« De plus, le manque dâ??action significative de lâ??UE vis-Ã -vis dâ??IsraÃ«l est sans commune mesure avec la vitesse Ã laquelle elle a appliquÃ© des restrictions sur la Russie en lien avec la crise en Ukraine ces derniers mois, de mÃªme que les mesures restrictives mises en Å?uvre Ã lâ??Ã©gard de plus de 30 pays Â», ajoute la lettre.

Lâ??UE a exprimÃ© les critiques les plus vives quâ??elle ait jamais faites sur IsraÃ«l depuis la derniÃ¨re attaque de Gaza, mais il lui reste Ã prendre des mesures substantielles pour lui faire rendre des comptes, sachant nÃ©anmoins quâ??Ã lâ??heure actuelle, lâ??UE ne souhaite absolument pas Ã©lever le niveau de ses relations avec IsraÃ«l.

En Juin 2013, lâ??UE a annoncÃ© lâ??arrÃªt dâ??attribution de ses fonds aux colonies israÃ©liennes illÃ©gales et en 2014 elle a coordonnÃ© une dÃ©claration dâ??Ã?tats membres avertissant les

entreprises des risques juridiques et politiques attachÃ©s au fait dâ??avoir des activitÃ©s Ã©conomiques dans les colonies israÃ©liennes illÃ©gales.

Les militants disent que ces avancÃ©es sont bienvenues mais que des avancÃ©es plus sÃ©rieuses sont nÃ©cessaires, telles une interdiction de toute relation Ã©conomique avec les colonies israÃ©liennes illÃ©gales et une interdiction des exportations dâ??armes vers IsraÃ«l, afin de faire rÃ©ellement pression sur IsraÃ«l pour quâ??il se plie au droit international.

En septembre dernier, les organisations de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne ont Ã©crit Ã Catherine Ashton, lâ??ex-Haut reprÃ©sentant de lâ??Union pour les affaires Ã©trangÃ¨res, pour exiger la suspension de lâ??Accord dâ??Association UE-IsraÃ«l, avec pour argument que Â« les crimes de guerre dâ??IsraÃ«l et son sabotage de chaque effort pour arriver Ã une paix juste sur la base des rÃ©solutions de lâ??ONU doivent avoir des suites substantielles et non seulement cosmÃ©tiques Â».

Traduction: SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source: ECCP

date crÃ©Ã©e
2015/01/28